

L'an deux mil onze, le onze juillet, à vingt heures trente, le Conseil Municipal s'est réuni en session ordinaire à la Mairie sous la présidence de Madame Sophie MÉTADIER, Maire.

Étaient présents :

Mme Michelle COURNARIE, M. Philippe MÉREAU, M. Yves BANDEVILLE, Mme Georgette BARRAULT, Mme Raymonde VEQUAUD, M. Pascal BEAUSSIER, Mme Michèle GRATADE, Mme Monique GUÉRY, M. Olivier PIQUEUX, Mme Michèle VILLATTE, M. Jérôme TARNIER.

Absents excusés : M. Joël ANTIER (pouvoir à Sophie MÉTADIER), Mme Marie-Claire BOUIN (pouvoir à Mme Michèle VILLATTE), M. Fabrice DAVOIGNEAU (pouvoir à Olivier PIQUEUX), M. Jean-Claude DUPAS (pouvoir à M. Philippe MEREAU), M. Frédéric DUPUIS, Mme Estelle PATOZ, Mme Dominique MACÉ.

Mme Michelle COURNARIE est élue secrétaire.

Les comptes rendus des conseils municipaux du 23 mai et du 17 juin sont approuvés à l'unanimité.

DCM 2011-054. TRANSFERT DE LA COMPETENCE EAU ET ASSAINISSEMENT A LOCHES DEVELOPPEMENT ET ADOPTION DES NOUVEAUX STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES

Mme le Maire informe les membres du conseil municipal qu'elle a reçu notification de la délibération du conseil de la communauté de communes du 16 juin 2011 qui approuve ses statuts modifiés. La modification consiste en la prise des compétences suivantes :

- réalisation et exploitation d'un réseau intercommunal d'eau potable
- réalisation et exploitation d'un réseau intercommunal d'assainissement collectif des eaux usées.

Mme le Maire rappelle que ces compétences sont jusqu'à présent exercées par le SIVOM du Lochois.

Mme le Maire rappelle les résultats de l'étude prospective sur l'opportunité et les conséquences d'un regroupement des compétences « eau potable » et « assainissement collectif des eaux usées » des vingt communes membres de la communauté de communes au sein d'une même structure, étude engagée par la communauté de communes il y a un an. Elle rappelle qu'il en ressort que c'est l'échelon communautaire qui est apparu le plus pertinent pour ce regroupement.

Elle rappelle en outre que la loi du 16 décembre 2010 portant réforme des collectivités territoriales préconise dans son article 35 la réduction du nombre des syndicats et la reprise de leurs compétences par les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre afin de simplifier et clarifier le paysage institutionnel français.

Cette prise de compétence deviendra effective à compter du 1^{er} janvier 2012, sous réserve de l'obtention de la majorité qualifiée, conformément à l'article L.5211-17 du code général des collectivités territoriales.

Mme le Maire procède à la lecture des statuts modifiés et propose aux conseillers municipaux d'approuver le transfert de ces compétences et les nouveaux statuts de la communauté de communes.

Mme le Maire rappelle que le conseil municipal a délibéré favorablement sur le principe du transfert le 23 mai 2011.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité,

- Approuve le transfert des compétences « réalisation et exploitation d'un réseau intercommunal d'eau potable » et « réalisation et exploitation d'un réseau intercommunal d'assainissement collectif des eaux usées » à la communauté de communes Loches Développement
- Adopte les nouveaux statuts de la communauté de communes.
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

DCM 2011-055. SCHEMA DEPARTEMENTAL DE COOPERATION INTERCOMMUNALE

Mme le Maire rappelle la loi portant réforme des collectivités territoriales du 16 décembre 2010, dite de réforme des collectivités territoriales, et son volet spécifique à l'organisation de l'intercommunalité en France.

Mme le Maire rappelle au Conseil Municipal que le Schéma Départemental de Coopération Intercommunale (SDCI) a pour objet de redéfinir la carte des intercommunalités. Dans chaque département, il est établi, au vu d'une évaluation de la cohérence des périmètres et de l'exercice des compétences des groupements existants, un SDCI prévoyant une couverture intégrale du territoire par des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) à fiscalité propre et la suppression des enclaves et discontinuités territoriales. Ce schéma prévoit également les modalités de rationalisation des périmètres des établissements publics de coopération intercommunale et des syndicats mixtes existants. Il peut proposer la création, la transformation ou la fusion d'établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, ainsi que la modification de leurs périmètres.

Le schéma est élaboré par le Préfet et est arrêté à l'issue d'une concertation menée avec l'ensemble des conseils municipaux des communes et des organes délibérants des EPCI concernés par ses propositions, ainsi qu'avec la Commission Départementale de la Coopération Intercommunale (CDCI).

L'élaboration du SDCI comprend quatre étapes :

1. Le Préfet d'Indre-et-Loire a présenté le projet de schéma à la CDCI le 2 mai 2011
2. Les communes et les structures intercommunales concernées par les évolutions contenues dans le projet de SDCI sont consultées pour avis. Le Préfet a transmis le projet à la commune par courrier, reçu le 10 mai 2011. Une réunion de présentation de secteur a eu organisée par le Préfet le 25 mai 2011. La commune doit rendre un avis dans un délai de trois mois, à compter de la réception du document (à défaut, l'avis sera réputé favorable)
3. A l'issue du délai de trois mois, et après synthèse des avis recueillis, la CDCI dispose alors de quatre mois pour formuler son avis et émettre des amendements. Ces amendements devront respecter les grands objectifs assignés par la loi et être adoptés à la majorité qualifiée de la CDCI (les deux tiers des membres de la CDCI).
4. Le schéma sera adopté par décision préfectorale le 31 décembre 2011.

Le Conseil Municipal doit donc rendre un avis sur ce projet de SDCI et en particulier sur les propositions qui concernent directement la commune de Beaulieu-Lès-Loches, à savoir :

- le regroupement des communautés de communes Loches Développement (CCLD) et de Montrésor (CCM), avec rattachement de la commune de Céré-la-Ronde,
- la fusion du SIVOM du Lochois, pour les compétences alimentation en eau potable (AEP) et assainissement des eaux usées (EU), avec la Communauté de Communes Loches Développement
- le maintien du syndicat intercommunal de transport scolaire du lochois (SITS du Lochois)
- le maintien du syndicat mixte Touraine Coté Sud (Pays / PTCS)

Mme le Maire expose son opinion et propose un avis sur le schéma.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à 15 voix pour et 1 abstention (Michèle GRATADE), émet les avis suivants :

- Le Conseil Municipal est invité à se prononcer dans un délai de trois mois. Le délai est trop court pour étudier dans le fond toutes les conséquences des propositions du schéma (d'autant qu'il inclut une période de congés des élus)
- Le Conseil Municipal a approuvé, par principe le 23 mai 2011, et définitivement ce jour, le transfert des compétences AEP et EU à la CCLD. Dans cette logique, le Conseil Municipal émet un avis favorable au SDCI sur son volet de simplification du paysage intercommunal dans les domaines de l'eau et de l'assainissement des eaux usées, et donc sur la fusion du SIVOM du lochois avec la CCLD
- Le Conseil Municipal émet un avis favorable au maintien du SITS du Lochois.
- Le Conseil Municipal émet un avis favorable au maintien du Pays Touraine Coté Sud, en considérant l'intérêt stratégique et prospectif du travail réalisé par le Pays, ainsi que l'implication des socioprofessionnels du Conseil de Développement dans la réflexion menée par la structure.

- Le SDCI prévoit le regroupement des communautés de communes Loches Développement (CCLD) et de Montrésor (CCM), avec rattachement de la commune de Céré-la-Ronde.

Le Conseil Municipal émet un avis réservé à ce projet et précise :

- sous réserve de l'accord de la communauté de communes de Montrésor, des communes qui la composent et de la commune de Céré-la-Ronde
 - sous réserve de l'étude préalable des compétences respectives des structures intercommunales existantes et de la définition des compétences conservées, transférées ou éventuellement reprises par les communes
 - sous réserve de conserver aux communes leurs compétences et leur rôle, en particulier avec la population locale
- Le Conseil Municipal propose que soit menée une réflexion sur la possibilité de regrouper quatre et non deux communautés de communes. Il demande que soit étudiée la faisabilité de regrouper les quatre communautés de communes de Montrésor, du Grand Ligeillois (CCGL), de la Touraine du Sud (CCTS), Loches Développement et la commune de Céré-la-Ronde, pour les raisons suivantes
 - Ce territoire représente un véritable bassin de vie, ce qui n'exclut en rien les interfaces existantes et les liens avec les territoires voisins
 - Ce territoire possède une structure, le Pays Touraine Coté Sud (PTCS) qui a permis d'amorcer une réflexion commune et une habitude de travail en commun, y compris avec le Conseil de Développement, qui mérite d'être maintenue et développée,
 - Ce territoire, comprenant plus de 50 000 habitants et près de 70 communes, structuré par un maillage de pôles d'emploi et de vie répartis, et appuyé sur le pôle d'équilibre départemental de l'agglomération de Loches, représentera une force de proposition à l'échelle du Département et de la Région, dans un objectif d'équilibre et de complémentarité des mondes urbains et ruraux
 - Cette communauté de communes pourrait trouver intérêt à mutualiser les compétences d'aménagement du territoire, de développement économique et touristique, d'action sociale, de gestion de l'eau potable, de collecte et de traitement des eaux usées et des ordures ménagères, en s'appuyant sur des agents et des services forts et expérimentés

Cette étude devra inclure toutes les conséquences liées à la fusion :

- Les compétences respectives des structures intercommunales existantes et de la définition des compétences conservées, transférées ou éventuellement reprises par les communes
- Les projections financières
- La gouvernance de la nouvelle structure intercommunale et la représentativité des communes
- Le devenir des agents des communautés existantes
- Le maintien des services directement rendus par la CC à la population locale sur les lieux existants ou dans les communes, sans mise en œuvre d'une gestion compliquée, coûteuse et chronophage

DCM 2011-056. CHOIX DE L'ENTREPRISE POUR LA RESTAURATION DE LA TOITURE DE L'ECOLE MATERNELLE

Mme le Maire explique au Conseil Municipal que dans le cadre de la restauration des bâtiments des écoles, il a été procédé à une consultation pour restaurer la couverture de la toiture de l'école maternelle.

Trois entreprises ont été sollicitées.

Deux entreprises ont répondu :

- EURL DESPERCHES
- DUHOURCQ

Mme le Maire propose le choix de l'entreprise DUHOURCQ pour la qualité de son offre.

Etant donné les montants inscrits au budget 2011 pour l'école maternelle, la réalisation de certaines tranches de travaux devront être effectuées en fonction de leur priorité. Ainsi Mme le Maire propose que les travaux du pan de toit "2" ainsi que ceux de la gouttière et de la noue, pour un montant total de 16 722,34 € TTC, soient réalisés en premier lieu.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité

- Décide de retenir l'entreprise DUHOURCQ pour la réalisation des travaux de la tranche 2, de la noue et de la gouttière, correspondants à un montant de 16 722,34 € TTC.

- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

DCM 2011-057. CHOIX DE L'ENTREPRISE POUR LA RESTAURATION DE LA TOITURE DE LA MAIRIE

Mme le Maire explique que pour la restauration de la toiture de l'appentis des bureaux de la mairie, trois entreprises ont été consultées. Deux ont répondu et ont proposé un devis pour les montants suivants :

- DESPERCHES 7 872,73 € TTC
- DUHOURCQ 9 466,54 € TTC

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité

- Décide de retenir l'entreprise DESPERCHES pour un montant de 7 872,73 € TTC pour la restauration de la toiture de l'appentis des bureaux de la mairie.
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

DCM 2011-058. CHOIX DES ENTREPRISES POUR LES TRAVAUX RUE DE L'ABBAYE RUE SAINT LAURENT ET RUE PANNETIER

Pour le choix des entreprises pour les travaux d'aménagement des rues de l'Abbaye et Saint Laurent et de la ruelle Pannetier, la commune a lancé un appel d'offres. Le SIVOM du Lochois s'associe à la commune pour réaliser les travaux de réfection du réseau de collecte des eaux usées dans la rue de l'Abbaye. Le chantier a été scindé en trois tranches :

- une tranche ferme (TF) correspondant aux travaux réalisés pour le SIVOM du Lochois dans la rue de l'Abbaye,
- une tranche conditionnelle 1 (TC1) pour les autres travaux de la rue de l'Abbaye
- une tranche conditionnelle 2 (TC2) pour les travaux de la rue St-Laurent et la ruelle Pannetier.

En conséquence, le SIVOM du Lochois remboursera à la commune le montant de la tranche ferme, y compris les éventuelles plus-values et moins-values à venir, et, au prorata, les honoraires du maître d'œuvre et du SPS, les frais de publicité et toutes sujétions.

La commission d'appel d'offres, assistée du Président et du Directeur du SIVOM, ainsi que du maître d'œuvre, s'est réunie le 23 juin pour l'ouverture des plis. Trois entreprises se sont excusées, deux entreprises ont répondu : COLAS Centre Ouest et VERNAT TP. Cette dernière a répondu sur l'offre de base et a proposé une variante.

Les entreprises ont proposé un devis pour les montants suivants :

- **COLAS** Centre Ouest 190 099,24 € HT, soit 227 358,69 € TTC,
se décomposant comme suit :
 - TF : 58 639,24 € HT
 - TC 1 : 86 615,55 € HT
 - TC 2 : 44 844,45 € HT
- **VERNAT** T.P. (offre initiale) 159 783,31 € HT soit 191 100,84 € TTC
se décomposant comme suit :
 - TF : 54 590,13 € HT
 - TC 1 : 69 362,23 € HT
 - TC 2 : 35 830,95 € HT
- **VERNAT** T.P. (variante) 160 101,07 € HT soit 191 480,88 € TTC
se décomposant comme suit :
 - TF : 54 907,89 € HT
 - TC 1 : 69 362,23 € HT
 - TC 2 : 35 830,95 € HT

La commission d'appel d'offres s'est réunie le 6 juillet pour le choix des entreprises. Le maître d'œuvre a présenté son analyse. La meilleure note est attribuée à l'entreprise VERNAT TP pour sa variante (19,4 / 20). La commission d'appel d'offres propose de retenir la variante de l'entreprise VERNAT T.P. pour un montant de 191 480,88 € TTC et sur avis du SIVOM du Lochois, demande le remplacement de la canalisation fonte par du PVC CR 16.

Parallèlement, Mme le Maire explique que deux entreprises ont été consultées pour la mission de coordinateur SPS. Elles ont proposé un devis pour les montants suivants :

- ASCODIE (+) (offre initiale) 1 119,46 € TTC

- | | |
|--------------------------|----------------|
| • ASCODIE (+) (variante) | 848,92 € TTC |
| • QUALICONSLT | 1 578,72 € TTC |

Après en avoir délibéré le conseil Municipal, à l'unanimité

- Approuve le choix de la commission d'appel d'offres et retient l'entreprise VERNAT TP. pour un montant de 191 480, 88 € TTC,
- Demande le remplacement de la canalisation de collecte des eaux usées en fonte par une canalisation en PVC CR 16.
- Décide de retenir la variante proposée par l'entreprise ASCODIE (+) pour la mission SPS pour un montant de 848,92 € TTC.
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite de ce dossier.

DCM 2011-059. AFFECTATION DE CREDITS

Lors de la réalisation des travaux d'aménagement des rues de l'Abbaye et Saint Laurent et de la ruelle Pannetier, le SIVOM du Lochois s'associe à la commune pour réaliser les travaux de réfection du réseau de collecte des eaux usées dans la rue de l'Abbaye. Le chantier, lancé par la commune, a été scindé en trois tranches :

- une tranche ferme (TF) correspondant aux travaux réalisés pour le SIVOM du Lochois dans la rue de l'Abbaye,
- une tranche conditionnelle 1 (TC1) pour les autres travaux de la rue de l'Abbaye
- une tranche conditionnelle 2 (TC2) pour les travaux de la rue St-Laurent et la ruelle Pannetier.

En conséquence, le SIVOM du Lochois remboursera à la commune le montant de la tranche ferme, y compris les éventuelles plus-values et moins-values à venir, et, au prorata, les honoraires du maître d'œuvre et du SPS, les frais de publicité et toutes sujétions.

Le montant des travaux à la charge du SIVOM est estimé à 74 000 € TTC (montant exact précisé à l'issue des travaux). Toutefois, c'est la commune qui recevra le Fonds de Compensation de la TVA (FCTVA) d'un montant estimé à 9 000 €. En conséquence, le SIVOM devra rembourser à la commune un montant estimé à 65 000 € (montant TTC moins FCTVA)

Ce montant de 65 000 € sera affecté au programme 172 "rue de l'Abbaye" :

- en recettes à l'article 13936.
- en dépenses à l'article 2151.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal à l'unanimité

- Décide d'accepter l'affectation de crédit d'un montant de 65 000 € en recettes et en dépenses au programme 172.
- Autorise Mme le Maire à signer les documents nécessaires à l'aboutissement de ce dossier.

DCM 2011-060. DEMANDE DE SUBVENTION POUR LA BIBLIOTHEQUE AU TITRE DU CONTRAT REGIONAL DE PAYS

Mme le Maire rappelle au Conseil Municipal que lors de sa séance du 15 mars 2010, il avait été décidé de restaurer le bâtiment du 14/16 rue de Guigné et les bâtiments annexes afin d'y installer la bibliothèque municipale et un logement.

Mme Le Maire explique au Conseil Municipal que des demandes de subventions ont été réalisées auprès de la DRAC et du Conseil Général d'Indre-et-Loire pour l'exécution des travaux d'aménagement de la bibliothèque. Mme le Maire propose au Conseil Municipal de solliciter une subvention auprès de la Région au titre du Contrat Régional de Pays (CRP), d'un montant de 34 300 €, suivant le plan de financement ci-après.

DEPENSES		RECETTES		
Postes de dépenses	Montant HT en €	Nature des concours financiers	Montant en €	%
Travaux d'aménagement de la bibliothèque (HT)	175 201,59 €	Etat (DRAC)	61 320,00 €	35 %
		Conseil Général	43 800,00 €	25 %
		Conseil Régional (CRP)	34 300,00 €	19,58 %
		Commune de Beaulieu-lès-Loches	35 781,59 €	20,42 %
TOTAL	175 201,59 €	TOTAL	175 201,59 €	100 %

Après en avoir délibéré le conseil Municipal, à l'unanimité

- Décide de solliciter pour la bibliothèque municipale une subvention auprès du Conseil Régional, au titre du Contrat Régional de Pays, pour un montant de 34 300 €.
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite de ce dossier.

DCM 2011-061. AVENANTS EN PLUS ET EN MOINS VALUE POUR LES TRAVAUX DE LA BIBLIOTHEQUE ET DU LOGEMENT

Mme le Maire explique au Conseil Municipal que dans le cadre des travaux de la bibliothèque et du logement rue de Guigné et au vu des réunions de chantier et des besoins rencontrés au cours de l'exécution du chantier, il convient de prendre des avenants en plus et en moins value sur les lots n° 5 Plâtrerie-doublage, n° 8 Electricité et n° 9 Plomberie-sanitaires.

Mme le Maire expose les devis des entreprises :

- BARDET (lot n° 9), pour un montant total de + 275,94 € HT
- DOMINGUES (lot n° 5), pour un montant total de + 981,40 € HT
- TP2E (lot n° 8) pour un montant total de + 495,00 € HT.

Mme le Maire propose d'accepter les avenants selon le tableau ci-après :

BARDET s.n.	Total H.T	TVA 19,6%	Total T.T.C
Montant Marché Initial TF	2 266,24 €	444,18 €	2 710,42 €
Montant Marché Initial TC	5 133,72 €	1 006,21 €	6 139,93 €
Avenant n°1	+ 275,94 €	+ 54,08 €	+ 330,02 €
<i>dont TF logement</i>	<i>+ 275,94 €</i>		
<i>dont TC bibliothèque</i>	<i>0 €</i>		
nouveau montant total	7 675,90 €	1 504,48 €	9 180,38 €

DOMINGUES SARL	Total H.T	TVA 19,6%	Total T.T.C
Montant Marché Initial TF	25 473,80 €	4 992,86 €	30 466,66 €
Montant Marché Initial TC	11 376,00 €	2 229,70 €	13 605,70 €
Avenant n°1 :	+ 981,40 €	+ 192,35 €	+ 1 173,75 €
<i>dont TF logement</i>	<i>+ 1 658,60 €</i>		
<i>dont TC bibliothèque</i>	<i>- 677,20 €</i>		
nouveau montant total	37 831,20 €	7 414,92 €	45 246,12 €

Société TP2E	Total H.T	TVA 19,6%	Total T.T.C
Montant Marché Initial TF	20 907,36 €	4 097,84 €	25 005,20 €
Montant Marché Initial TC	6 365,65 €	1 247,67 €	7 613,32 €
Avenant n°1	+ 495,00 €	+ 97,02 €	+ 592,02 €
<i>dont TF logement</i>	<i>0 €</i>		
<i>dont TC bibliothèque</i>	<i>495,00 €</i>		
nouveau montant total	27 768,01 €	5 442,53 €	33 210,54 €

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité

- décide d'accepter les avenants aux marchés des entreprises Bardet, Domingues et TP2E, pour les travaux de la bibliothèque et du logement de la rue Guigné, selon le tableau ci-dessus
- autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite de ce dossier.

DCM 2011-062. MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE POUR LA RESTAURATION DU CLOCHER DE L'ABBATIALE ET DEMANDES DE SUBVENTIONS

Mme le Maire rappelle au Conseil Municipal la nécessité d'effectuer des travaux de restauration du clocher de l'Abbatiale. Ces travaux, dont la Mairie est le maître d'ouvrage, devront être réalisés par des entreprises spécialisées dans la restauration des monuments historiques, avec l'assistance d'un maître d'œuvre. Ce dernier doit être à un architecte titulaire du diplôme de spécialisation et d'approfondissement en architecture (mention « architecture et patrimoine » ou de tout autre diplôme reconnu de niveau équivalent).

La mission du maître d'œuvre comprend deux phases principales

- L'étude d'avant projet permet de définir les éléments techniques, fonctionnels et financiers. L'avant-projet fait apparaître les différentes variantes possibles, leurs avantages et inconvénients et le coût prévisionnel de chacune.

- Le projet comprend la réalisation du dossier de Consultation des Entreprises (DCE), l'organisation du chantier, le suivi des travaux et enfin la réception des travaux.

Le recrutement du maître d'œuvre est un préalable indispensable à l'avancée du projet de restauration du clocher. En effet, ce n'est qu'à l'issue de l'étude d'avant-projet que la commune pourra connaître l'ampleur et le coût des travaux à réaliser. Elle sera alors en capacité d'étudier le financement à mettre en œuvre, et le cas échéant, de solliciter ses partenaires.

Mme le Maire propose de lancer une procédure de recrutement du maître d'œuvre, avec un marché scindé en deux tranches : une tranche ferme correspondant à l'étude avant-projet et une tranche conditionnelle correspondant au projet. La tranche conditionnelle ne sera lancée que lorsque la commune aura décidé du lancement des travaux, et que leur financement sera assuré.

L'objectif est la réalisation de l'avant-projet en 2011/2012, d'étudier la faisabilité financière et de solliciter les partenaires dans deux à trois ans, pour une réalisation des travaux, le cas échéant, sur plusieurs exercices à une échéance de trois à dix ans.

A ce jour, le montant de la tranche ferme de la mission de maîtrise d'œuvre est estimé à 60 000 € HT, soit 71 760 € TTC.

Parallèlement, Mme le Maire propose de solliciter la DRAC et le Conseil Général d'Indre-et-Loire pour financer la tranche ferme du marché de maîtrise d'œuvre, selon le plan de financement suivant.

DESIGNATION	DEPENSES HT	DEPENSES TTC	RECETTES
Honoraires Maître d'Œuvre tranche ferme	60 000 €	71 760 €	
DRAC (50% du HT)			30 000 €
Conseil Général (30% du HT)			18 000 €
Commune			23 760 €
	60 000 €	71 760 €	71 760 €

Après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité

- décide de lancer la procédure d'appel d'offres pour le recrutement du maître d'œuvre pour les travaux de restauration du clocher de l'abbaye, avec une tranche ferme correspondant à l'avant-projet et une tranche conditionnelle pour la phase chantier
- sollicite une subvention de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) pour les honoraires de maîtrise d'œuvre de la tranche ferme
- sollicite une subvention du Conseil Général d'Indre-et-Loire pour les honoraires de maîtrise d'œuvre de la tranche ferme
- Autorise Mme le Maire à signer les documents nécessaires à l'aboutissement de ce dossier.

DCM 2011-063. TARIFS ESPACE PUBLIC NUMERIQUE ET BIBLIOTHEQUE MUNICIPALE

Mme le Maire rappelle qu'un espace public numérique et une bibliothèque municipale seront prochainement ouverts.

Les tarifs d'usage pour accéder aux postes informatiques de l'espace public numérique et pour emprunter des ouvrages à la bibliothèque doivent être décidés par le conseil municipal.

D'autre part il serait nécessaire de demander la création d'une régie municipale d'avances et de recettes à Madame Le Percepteur.

Mme le Maire propose au conseil municipal les tarifs suivants :

Bibliothèque municipale :

PARTICIPATION	Adulte habitant Beaulieu-Lès-Loches	7 € par an
	Forfait famille habitant Beaulieu-Lès-Loches	12 € par an
	Adulte hors commune	12 € par an
	Forfait famille hors commune	18 € par an
	Demandeurs d'emploi ou - 18 ans	Gratuit
SUPPORTS AUDIOVISUELS (CD, DVD etc.), Durée maximum d'emprunt : 8 jours		Chèque de caution de 30 €
PENALITE DE RETARD		0,20 € par jour supplémentaire
PERTE, DEGRADATION		Remboursement de la valeur de l'emprunt + 20 %

Espace Public Numérique :

PLEIN TARIF : Adulte	2 € / jour
TARIF REDUIT : demandeurs d'emploi ou - 18 ans	1 € / jour
ABONNEMENT MENSUEL	10 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité

- décide de demander la création d'une régie d'avances et de recettes à Madame le Percepteur.
- fixe les tarifs ci-dessus.
- autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite de ce dossier.

DCM 2011-064. EMPRUNT POUR LE LOGEMENT 14 RUE DE GUIGNE

Mme le Maire informe le conseil municipal, que le conventionnement "Prêt Locatif Aidé d'Intégration" (PLAI) du logement 14 rue de Guigné, est lié à la réalisation d'un emprunt (à taux préférentiel) à la Caisse des Dépôts et des Consignations.

Mme le Maire propose donc au conseil municipal d'effectuer un emprunt auprès de cet organisme selon les modalités suivantes :

- Montant : 35 000 €
 - Taux annuel variable : 1,80 % (taux du livret A moins 20 points)
 - Durée : 20 ans
 - Remboursement annuel : 2 099,40 € (pour la première année)
 - Taux annuel de progressivité : 0%
- Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité : en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0%

Les taux d'intérêt et de progressivité indiqués ci-dessus peuvent varier en fonction de la variation du taux du Livret A et/ou du taux de commissionnement des réseaux collecteurs du Livret A.

En conséquence, les taux du Livret A et de commissionnement des réseaux collecteurs effectivement appliqués au prêt seront en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt émis par la Caisse des Dépôts et Consignations.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal à l'unanimité

- Accepte la demande d'emprunt auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations pour un montant de 35 000 € pour une durée de 20 ans.
- Autorise Mme le Maire à signer les documents nécessaires à l'aboutissement de ce dossier.

DCM 2011-065. TARIFS 2011-2012 DE LA CANTINE

Mme le Maire informe le conseil municipal que les prix des repas ont augmenté de 1,53%, suivant le contrat signé avec les Toques Régionales en juin 2010.

Par conséquent, le prix du repas occasionnel sera de 3,24 € et le montant du forfait mensuel reste au prix de 41,90 € (139 jours en 2011-2012 / 141 jours en 2010-2011).

En accord avec Ferrière-sur-Beaulieu, il s'avère utile de supprimer l'article 11 du règlement de cantine, relatif au remboursement des repas non pris lors des jours de grève des enseignants.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité

- accepte la nouvelle tarification proposée par les Toques Régionales
- fixe le prix pour les repas occasionnels à 3,24 €
- maintient le prix forfaitaire mensuel à 41, 90 €.
- décide de retirer l'article 11 du règlement de cantine.
- autorise Mme le Maire à signer les documents nécessaires à l'aboutissement de ce dossier.

DCM 2011-066. AVIS DE LA COMMUNE SUR LA VENTE D'UN LOGEMENT PAR TOURAINE LOGEMENT

Vu les dispositions de l'article L 443.7 du Code de la Construction et de l'Habitation.

Mme le Maire explique au Conseil Municipal que par courrier en date du 15 juin 2011, Touraine Logement nous informe de son intention de vendre un logement situé à Beaulieu-Lès-Loches (décision du conseil d'administration de Touraine Logement du 26 octobre 2010). Ce logement se situe 22 rue du 8 mai et est cadastré AH 312 (630 m²). Il sera vendu pour un prix de 100 000 € au locataire actuel.

Monsieur le Préfet demande l'avis de la Commune concernant cette vente.

Mme le Maire propose de donner un avis favorable à cette vente, qui s'effectue sans préjudice du locataire.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal à l'unanimité

- Donne un avis favorable à la vente par Touraine Logement du logement 22 rue du 8 mai à Beaulieu-Lès-Loches.
- Autorise Mme le Maire à signer les documents nécessaires à l'aboutissement de ce dossier.

DCM 2011-067. VIREMENTS DE CREDITS

Madame le Maire explique au Conseil Municipal que les dépenses des programmes 148 « Salle des Fêtes » et 160 "Logement 25 rue de Guigné" sont plus importantes que prévu au budget 2011, aussi il est nécessaire de procéder aux virements de crédits suivant :

PROGRAMME	LIBELLÉ ARTICLE	DÉPENSES INVESTISSEMENT
166 - CANTINE	2188	- 355 €
148 - SALLE DES FETES	2188	+ 355 €
165 – LOGEMENT 24 RUE BASSE	2132	- 1 500 €
160 – LOGEMENT 25 RUE DE GUIGNE	2132	+ 1 500 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité

- Décide de réaliser les virements de crédits listés ci avant
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

DCM 2011-068. CRÉATION D'UN POSTE D'ADJOINT ADMINISTRATIF TERRITORIAL DE 2EME CLASSE

Vu l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale.

Mme le Maire informe le Conseil Municipal du départ à la retraite d'un adjoint administratif de 2ème classe, dont le poste est devenu vacant. Le poste a été pourvu pour l'ouverture de l'Agence Postale Communale.

Il convient de procéder au remplacement de l'agent parti à la retraite. Lors de différentes réunions d'adjoints et de finances, il a été proposé de créer un nouveau poste d'adjoint administratif territorial de 2ème classe. Ce poste doit maintenant être créé par le conseil municipal.

Mme le Maire propose donc de créer un poste d'adjoint administratif territorial de 2ème classe à temps complet (35/35ème) pour assurer les fonctions d'assistance à la secrétaire de mairie, à compter du 1^{er} septembre 2011. Cet emploi pourrait être pourvu par un fonctionnaire de catégorie C de la filière administrative.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité

- Décide la création d'un poste d'adjoint administratif territorial à temps complet (35/35ème) pour assurer les fonctions d'assistance à la secrétaire de mairie à compter du 1^{er} septembre 2011.
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

DCM 2011-069. AUGMENTATION DU TEMPS DE TRAVAIL D'UN ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL DE 2EME CLASSE

Mme le Maire rappelle que la bibliothèque et l'agence postale communale vont être ouvertes en septembre prochain. Dans ce cadre, il est nécessaire d'y prévoir le ménage et donc les heures de ménages correspondantes.

Mme le Maire propose d'augmenter le temps de travail d'un adjoint technique territorial de 2^{ème} classe de 2 heures soit de 33 à 35 heures par semaine à compter du 1^{er} septembre 2011.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité

- Décide d'augmenter le temps de travail de 2 heures d'un adjoint technique territorial de 2^{ème} classe à compter du 1^{er} septembre 2011.
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

DCM 2011-070. TABLEAU DES EMPLOIS

Mme le Maire expose au Conseil Municipal qu'en raison de l'évolution de la structure communale, et des tâches afférentes à chacun des emplois pourvus, il s'avère nécessaire de remettre à jour le tableau des emplois de la commune au 1^{er} janvier 2011.
Elle propose le tableau suivant.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité

- Décide d'établir le tableau des emplois de la commune de Beaulieu-Lès-Loches comme suit :
-

GRADE	TEMPS DE TRAVAIL	POSTE POURVU	NON POURVU
ATTACHÉ	35/35	1	
SECRÉTAIRE DE MAIRIE	35/35		1
ADJOINT ADMINISTRATIF PRINCIPALE DE 1 ^{ère} CLASSE	35/35	1	
ADJOINT ADMINISTRATIF DE 2 ^{ème} CLASSE	35/35	1	1
ATSEM PRINCIPALE DE 2 ^{ème} CLASSE	35/35	1	
AGENT DE MAÎTRISE	35/35	1	
ADJOINT TECHNIQUE DE 2 ^{ème} CLASSE	35/35	6	1
ADJOINT TECHNIQUE DE 2 ^{ème} CLASSE	33/35	1	
ADJOINT TECHNIQUE DE 2 ^{ème} CLASSE FAISANT FONCTION D'ATSEM	35/35	1	
GARDIEN DE POLICE MUNICIPALE	35/35		1

- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite de ce dossier

DCM 2011-071. AUGMENTATION DE L'INDEMNITE VERSEE POUR OUVERTURES ET FERMETURES DES IMMEUBLES COMMUNAUX

Mme le Maire explique au Conseil Municipal qu'un habitant de la commune ouvre le matin et ferme le soir des immeubles communaux (cimetière et église Saint Laurent). Pour ce service la commune lui verse une indemnité de 180 € par trimestre. Son indemnité ayant été augmentée pour la dernière fois en mars 2009, Mme le Maire propose de passer l'indemnité à 200 € par trimestre à partir du 1^{er} août 2011.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité

- Décide de verser une indemnité de 200 € par trimestre à compter du 1^{er} août 2011 pour l'ouverture et la fermeture des immeubles communaux (cimetière et église Saint Laurent).
- Autorise Mme le Maire à signer les documents nécessaires à l'aboutissement de ce dossier.

DCM 2011-072. AUTORISATION D'ESTER EN JUSTICE

Mme le Maire demande au Conseil Municipal l'ajout de cette délibération à l'ordre du jour. Le Conseil Municipal accepte à l'unanimité.

Mme le Maire explique au Conseil Municipal que la vente de la Devinière est peut-être compromise et qu'il pourrait être nécessaire, le cas échéant, de porter l'affaire devant les tribunaux.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité

- Autorise Mme le Maire à ester en justice pour le compte de la commune
- Autorise Mme le maire à signer tous les documents nécessaires à l'aboutissement de ce dossier.

INFORMATIONS DIVERSES:

- La vente de la maison de la Devinière n'a pas aboutie puisque l'acquéreur potentiel a eu un refus de prêt auprès de sa banque.
- M. MEREAU remet aux présents le rapport de la Commission des ordures ménagères du 9 juin 2011.

Fin du Conseil Municipal à 22h10.

La Secrétaire Madame Michelle Cournarie